

Communiqué type #OccupySG

« Panama Papers » : des militant e s bloquent l'accès à l'agence de banque privée Société générale XXX

Le JOUR, depuis HEURE, des militant-e-s NOM DE ORGA OU DES ORGAS (SI NÉCESSAIRE) bloquent l'accès à l'agence de banque privée Société générale de NOM DE L'AGENCE située ADRESSE. Ils dénoncent l'implication de la banque dans le scandale des « Panama Papers » et exigent que les pouvoirs publics prennent enfin les mesures nécessaire pour en finir avec l'évasion fiscale.

Société générale possède 103 agences de « banque privée¹ » en France. Ces agences sont dédiées à la « gestion de patrimoine d'une clientèle d'entrepreneurs et de particuliers fortunés ». C'est dans des agences de « banque privée » au Luxembourg, en Suisse, au Bahamas, dans les Îles anglo-normandes, ou à Monaco que la Société générale a créé 979 sociétés offshore via le cabinet d'affaire Mossack Fonseca.

Chaque année, 60 à 80 milliards d'euros manquent au budget de l'État à cause de la fraude et de l'évasion fiscale, des sommes qui permettraient de créer des centaines de milliers d'emplois pour répondre aux urgences sociales et écologiques. Combien de scandales encore avant que François Hollande ne tienne sa « promesse n°07.2 », « interdire aux banques d'exercer dans les paradis fiscaux » ?

Puisque le gouvernement n'agit qu'en parole, nous posons des actes. Ce jour, nous répondons à l'appel à occuper les 103 agences de banques privée de Société générale en bloquant l'agence de XXX. Nous menons cette action au grand jour, à visage découvert, dans l'esprit de l'action non violente et de la désobéissance civile, en respectant les personnes tout en affichant notre détermination à faire changer cette situation d'injustice.

Nous nous engageons à poursuivre ces actions jusqu'à ce que les pouvoirs publics prennent enfin les mesures nécessaires pour en finir avec l'évasion fiscale.

1) Immédiatement :

- interdiction aux banques implantées en France de poursuivre leurs activités dans les paradis fiscaux (sur la base d'une liste française actualisée fondée sur les travaux du Tax Justice Network).
- renforcement des services fiscaux par la création immédiate de 10 000 emplois pour compenser les 3 100 emplois supprimés depuis 2010 et amplifier le travail de traque des fraudeurs : faute de quoi toutes les déclarations vertueuses resteront du vent.
- adoption d'une loi définissant et pénalisant de prison les crimes d'évasion fiscale et de complicité d'évasion fiscale.

2) juste après :

- transparence obligatoire sur les activités réelles des filiales des banques et l'identité des détenteurs de compte, y compris via des sociétés écrans
- échange automatique d'informations bancaires avec tous les pays

1 Pour en savoir plus : <https://www.privatebanking.societegenerale.fr/> : « Société Générale Private Banking est la Banque Privée du Groupe Société Générale présente dans 14 pays à travers le monde ; elle propose des services de gestion de patrimoine à une clientèle d'entrepreneurs et de particuliers fortunés. »